

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 249

16 DÉCEMBRE 1988. — Décret portant création de l'Office régional de l'Emploi (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *L'Office régional de l'Emploi***Article 1^{er}.** Il est créé un Office régional de l'Emploi, dénommé ci-après l'« Office ».

L'Office est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, soumis en tant que tel à toutes les dispositions de la loi précitée applicables aux organismes de ladite catégorie.

CHAPITRE II. — *Attributions***Art. 2.** Les missions actuellement accomplies par l'O.N.Em, telles qu'elles sont définies à l'article 7, § 1^{er}, litt. a, d, e, f et g de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale, ainsi que l'exécution des tâches assignées à l'O.N.Em, dans le cadre des mesures arrêtées par l'autorité nationale relativement au placement des chômeurs, sont confiées à l'Office.

Dans le cadre de ses compétences en matière d'emploi, l'Exécutif régional wallon est habilité à confier toute autre mission à l'Office.

Art. 3. L'exercice des diverses missions de l'Office doit se faire conformément aux priorités et aux orientations définies dans un contrat de gestion passé entre l'Exécutif régional wallon et le Comité de gestion tel que prévu au chapitre III.

Ce contrat doit être pluriannuel et annexé au budget. L'Exécutif régional wallon en détermine la procédure d'élaboration et les modalités de mise en œuvre.

Le contrat dont le contenu sera négocié entre l'Exécutif régional wallon et le Comité de gestion portera notamment sur :

- les objectifs généraux du placement pour les trois années à venir;
- les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Il doit être conclu entre l'Exécutif régional wallon et le Comité de gestion au plus tard lors de l'approbation par l'Exécutif régional wallon du budget de la première année qu'il couvre.

Son exécution fera l'objet d'un rapport annuel d'évaluation présenté conjointement à l'Exécutif régional wallon par le Comité de gestion et le commissaire de l'Exécutif régional wallon.

L'Exécutif régional wallon peut assigner lui-même une politique de gestion à l'Office uniquement si le contrat ne peut être négocié.

CHAPITRE III. — *Gestion*SECTION I. — *Du Comité de gestion***Art. 4.** L'Office est administré par un Comité de gestion, qui est composé :

- 1^o d'un président;
 - 2^o d'un nombre égal de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.
- Le nombre des membres du Comité de gestion est fixé à 15.

Art. 5. L'Exécutif régional wallon nomme le président.

Celui-ci doit :

- 1^o être belge;
- 2^o être âgé de trente ans au moins;
- 3^o être indépendant des organisations représentées au Comité de gestion de l'Office;
- 4^o ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un Ministre, d'un Secrétaire d'Etat ou d'un membre d'un Exécutif.

Art. 6. L'Exécutif régional wallon nomme les membres du Comité de gestion à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, sur des listes doubles de candidats présentées par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Les membres du Comité de gestion doivent être belges et âgés de vingt-cinq ans au moins.

Art. 7. Le mandat du président et des membres du Comité de gestion représentant les employeurs et les travailleurs a une durée de quatre ans; il prend également fin en cas de démission volontaire, de décès, d'incapacité au sens du Code civil ou lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions requises par les articles précédents.

A la fin de leur mandat, le président et les membres continuent à l'exercer pleinement aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Il est pourvu au remplacement de tout membre qui a cessé de faire partie du Comité de gestion dans les trois mois qui suivent la fin du mandat; lorsqu'il s'agit du remplacement d'un membre avant la date normale d'expiration du mandat, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Les mandats du président et des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

Art. 8. Dès la mise en vigueur de l'article 13, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, l'Exécutif régional wallon désignera une cellule provisoire chargée de gérer l'Office suivant un mandat strictement défini par l'Exécutif régional wallon et ce aussi longtemps que le Comité de gestion n'aura pu être constitué.SECTION II. — *Attributions du Comité de gestion***Art. 9.** Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Office.(1) *Session 1988-1989*

Documents du Conseil, 59 (SE 1988) nos 1 à 6.

Compte-rendu intégral, séance publique du 15 décembre 1988.

Discussion. — Vote.

Art. 10. Le Comité de gestion peut soumettre à l'Exécutif régional wallon des propositions de modifications aux lois, décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Il est tenu de joindre le plan de financement y correspondant. Il peut aussi lui adresser des avis sur toutes propositions de décret ou sur tous amendements concernant la législation que le Comité est chargé d'appliquer.

Art. 11. L'Exécutif régional wallon soumet à l'avis du Comité de gestion de l'Office tout avant-projet de décret, d'arrêté ou de règlement tendant à modifier la législation ou la réglementation que l'Office est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'Office.

Le Comité de gestion donne son avis dans un délai d'un mois. A la demande de l'Exécutif régional wallon, ce délai peut être réduit à vingt jours. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit.

Art. 12. Le Comité de gestion fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du Comité de gestion à la demande du Ministre ayant l'emploi dans ses attributions ou de son commissaire, du président, de la personne chargée de la gestion de l'organisme ou de deux membres;

2° les règles relatives à la présidence du Comité de gestion, en cas d'absence ou d'empêchement du président;

3° la présence d'au moins la moitié des représentants des organisations d'employeurs et des représentants des organisations de travailleurs pour délibérer valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du Comité de gestion;

4° les règles concernant le rétablissement de la parité lorsque les membres représentant respectivement les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs ne sont pas présents en nombre égal au moment du vote. Dans ce cas, le ou les plus jeunes membres de la partie en surnombre sont tenus de s'abstenir;

5° la détermination des actes de gestion journalière;

6° les conditions dans lesquelles le Comité de gestion peut faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières.

Ce règlement d'ordre intérieur devra être ratifié par l'Exécutif régional wallon; il ne peut être modifié qu'en respectant la même procédure.

Art. 13. Le Comité de gestion désigne parmi les membres du personnel de l'Office la personne chargée du secrétariat du Comité, ainsi que sont suppléant.

Art. 14. L'Exécutif régional wallon fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président et aux membres du Comité de gestion. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge de l'Office.

Art. 15. L'Exécutif régional wallon, sur proposition du Ministre ayant l'emploi dans ses attributions, désigne un commissaire en vue d'exercer les compétences définies par la loi du 16 mars 1954.

L'Exécutif régional wallon peut dans les limites du contrat de gestion se substituer au Comité de gestion dans les circonstances suivantes :

1° si le Comité omet de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets ou arrêtés ou dans le contrat de gestion, l'Exécutif régional wallon peut se substituer à lui après lui avoir enjoint de prendre lesdites mesures ou d'exercer les actes nécessaires dans un délai fixé par lui et qui ne peut être inférieur à vingt jours;

2° si le Comité se trouve dans l'impossibilité d'agir lorsque les organisations représentatives des employeurs, ou des travailleurs, bien qu'invitées régulièrement à proposer les listes des candidats pour la composition du Comité de gestion, ne respectent pas le délai imparti;

3° lorsque, nonobstant une convocation régulière, le Comité de gestion se trouve dans l'impossibilité d'agir suite à l'absence répétée de la majorité, soit des membres représentant les organisations représentatives des employeurs, soit des membres représentant les organisations des travailleurs;

4° lorsque le président constate qu'à deux séances et pour le même point, aucune majorité n'a pu se dégager lors des votes.

Les modalités d'exercice du pouvoir de gestion par l'Exécutif régional wallon en lieu et place du Comité de gestion dans les cas susmentionnés seront définies par l'Exécutif régional wallon.

Toute décision prise par l'Exécutif régional wallon en lieu et place du Comité de gestion est transmise immédiatement au Conseil régional wallon.

SECTION III. — De la gestion journalière de l'Office

Art. 16. L'Exécutif régional wallon nomme l'administrateur général de l'Office ainsi que l'administrateur général adjoint.

Il fixe leur statut.

Art. 17. L'administrateur général de l'Office exécute les décisions du Comité de gestion; il donne à ce dernier toutes informations et soumet toutes propositions utiles au fonctionnement de l'Office.

L'administrateur général et son adjoint assistent aux réunions du Comité de gestion avec voie consultative.

L'administrateur général dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du Comité de gestion, le fonctionnement de l'Office.

Il exerce les pouvoirs de gestion journalière définis par le règlement d'ordre intérieur.

Le Comité de gestion peut lui déléguer d'autres pouvoirs déterminés.

Pour faciliter l'expédition des affaires, le Comité de gestion peut, dans les limites et conditions qu'il détermine, autoriser l'administrateur général à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Sans préjudice de l'application de l'article 9, et dans les limites de la gestion journalière, l'administrateur général représente l'Office dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte, sans avoir à justifier d'une décision du Comité de gestion.

Il peut cependant, avec l'accord du Comité de gestion, déléguer à un ou plusieurs membres du personnel son pouvoir de représenter l'Office devant les juridictions judiciaires et administratives.

Art. 18. En cas d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si celui-ci est également empêché, un membre du personnel de l'Office titulaire d'un grade de rang 15 au moins dans l'échelle administrative sera désigné par le Comité de gestion pour exercer ses fonctions.

Art. 19. En cas de litige entre l'administrateur général et le Comité de gestion, celui-ci désigne deux de ses membres pour accomplir conjointement les actes qui font l'objet du litige.

CHAPITRE IV. — *Du personnel de l'Office*

Art. 20. Sur proposition du Comité de gestion, l'Exécutif régional wallon fixe le cadre et le statut du personnel définitif et temporaire de l'Office.

L'Office peut recourir à du personnel contractuel.

CHAPITRE V. — *Des comités et des services subrégionaux de l'Emploi*

Art. 21. L'Exécutif régional wallon définit les missions et détermine le nombre, le ressort territorial, la composition et le fonctionnement des comités subrégionaux de l'Emploi.

Aussi longtemps que l'Exécutif régional wallon n'a pas fait usage de ce droit, les comités subrégionaux de l'Emploi existants continuent à exercer leurs prérogatives, s'il échet au-delà du mandat en cours de leurs membres, lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 22. L'Office est organisé au niveau local en services subrégionaux, dépendant directement de l'administrateur général.

L'Exécutif régional wallon, sur proposition du Comité de gestion, arrête le nombre et le ressort territorial et ses services.

CHAPITRE VI. — *Du financement et du budget de l'Office*

Art. 23. § 1^{er}. L'Office bénéficie de subventions pour l'exercice des missions définies par l'article 2, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne.

§ 2. L'Office peut recevoir des legs et donations et percevoir toutes autres recettes.

§ 3. L'Office peut contracter des emprunts exclusivement pour financer des dépenses en capital relatives à sa mission de placement et moyennant la seule garantie de la Région wallonne.

Art. 24. Le budget de l'Office est communiqué au Conseil régional wallon en annexe au projet de budget de la Région wallonne.

Art. 25. Les subventions inscrites au budget sont mises à la disposition de l'Office en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Office au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

Art. 26. Le solde des crédits inscrits au budget de la Région wallonne au bénéfice de l'Office national de l'Emploi est transféré, tel qu'il est évalué par le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions, à l'Office créé par le présent décret dès que celui-ci est chargé des missions prévues à l'article 2.

CHAPITRE VII. — *De l'attribution de compétences communautaires*SECTION I. — *Organisation*

Art. 27. L'Office peut être chargé par la Communauté française et/ou la Communauté germanophone de missions relevant de leur compétence, telle qu'elle est définie à l'article 4, 16^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Dans ce cas le nombre des membres du Comité de gestion est porté à 21 par l'apport de 6 membres nommés par l'Exécutif de la Communauté française sur des listes doubles de candidats présentés par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs de la Région bruxelloise.

Les membres nommés par la Communauté française participent aux travaux du Comité de gestion mais ne votent pas sur les matières relevant des compétences exclusives de la Région wallonne.

Le Comité de gestion négocie alors avec l'Exécutif de la Communauté française et/ou l'Exécutif de la Communauté germanophone, un contrat de gestion conformément aux règles fixées par les décrets des conseils des Communautés ou en vertu de ceux-ci.

L'Office est dénommé l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (Forem).

Art. 28. En cas d'application de l'article 27, l'Office continue à être soumis aux dispositions du présent décret sous réserve de l'application du présent chapitre.

Art. 29. En cas d'application de l'article 27, l'Office pourra, dans le cas et suivant les modalités visées à l'article 8, être administré par une cellule provisoire au sein de laquelle seront représentées la Communauté française et/ou la Communauté germanophone.

Art. 30. Le Comité de gestion peut soumettre à l'Exécutif de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone, des propositions de modifications aux lois, décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Il est tenu de joindre le plan de financement y correspondant.

Il peut aussi leur adresser des avis sur toute proposition de décret ou tout amendement concernant la législation qu'il est chargé d'appliquer.

Art. 31. L'Exécutif de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone soumet à l'avis du Comité de gestion tout avant-projet de décret d'arrêté ou de règlement tendant à modifier la législation ou la réglementation que l'Office est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'Office.

Le Comité de gestion donne cet avis dans un délai d'un mois.

A la demande d'un des Exécutifs, ce délai peut être réduit à vingt jours.

L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit.

Art. 32. L'Exécutif de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone peuvent désigner chacun un commissaire auprès du Comité de gestion, chargé d'exercer les compétences définies par la loi du 16 mars 1954.

Art. 33. L'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone statuent conjointement sur les matières suivantes :

1^o la nomination du président, des membres du Comité de gestion non visés à l'article 27, alinéa 3;

2^o la nomination de l'administrateur général et de son adjoint, ainsi que la fixation de leur statut;

3^o la fixation du montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président et aux membres du Comité de gestion;

4^o l'approbation du règlement d'ordre intérieur qui comprendra les règles concernant la convocation du Comité de gestion à la demande du Ministre de la Communauté française ou de la Communauté germanophone ayant la formation professionnelle dans ses attributions ou de son commissaire;

5° la définition des missions, le nombre, le ressort territorial des comités et services subrégionaux de l'emploi, sur proposition du Comité de gestion;

6° la fixation du cadre et du statut du personnel de l'Office ainsi que la détermination du personnel nécessaire à l'exécution des tâches communes à la Région et à la/aux Communauté(s);

7° la détermination de la quote part de chacune des entités dans les dépenses communes;

8° la concertation préalable à l'établissement des contrats de gestion à passer avec l'organisme ainsi que la négociation du contrat ayant trait aux services et dépenses communes;

9° la désignation et le mandat à donner au Comité de gestion et à la cellule prévus par l'article 8.

Ils exercent, chacun pour leur compte, le pouvoir de substitution dans les cas et conditions prévus à l'article 15 et conjointement pour les matières et dépenses communes.

Art. 34. Chaque Exécutif décide seul pour les matières qui relèvent de ses compétences exclusives.

Dans les cas où les Exécutifs décident conjointement, leur décision donne lieu à un arrêté pris par chaque Exécutif.

Toute proposition émanant de l'Office est soumise conjointement au Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions et au Ministre de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

SECTION II. — Financement et budget

Art. 35. § 1^{er}. L'Office, pour l'exercice des missions qui lui sont confiées en application de l'article 4, 16° de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, pourra bénéficier de subventions de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone dans les limites des crédits inscrits à cette fin à leur budget.

§ 2. En cas d'application de l'article 27, l'Office peut contracter des emprunts exclusivement pour financer les dépenses en capital relatives à la formation professionnelle et moyennant la seule garantie de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone.

§ 3. En cas d'application de l'article 27, l'Office peut souscrire ou acquérir des parts ou actions émises par une société d'économie mixte dont l'objet social principal est la formation professionnelle.

Art. 36. Les dépenses de l'Office sont imputées selon leur objet soit comme dépenses liées au placement soit comme dépenses liées à la formation professionnelle.

Les dépenses qui ne peuvent être liées ni à l'un ni à l'autre sont considérées comme dépenses communes.

Art. 37. Le budget de l'Office est communiqué au Conseil de la Communauté française en annexe au projet de budget de la Communauté française, au Conseil régional wallon en annexe au projet de budget de la Région wallonne et/ou au Conseil de la Communauté germanophone en annexe au projet de budget de la Communauté germanophone.

Le budget de l'Office est scindé en trois volets :

— frais inhérents à la mise en œuvre des matières définies à l'article 4, 16° de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi que la quote-part des frais communs mise à charge du budget de la Communauté française et/ou de la Communauté germanophone en vertu de l'article 33;

— frais inhérents à la mise en œuvre des matières définies à l'article 6, § 1^{er}, IX, 1° et 2° de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi que la quote-part des frais communs mise à charge du budget de la Région wallonne en vertu de l'article 33;

— frais communs.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 38. Les dispositions du décret sont d'application dès l'entrée en vigueur des articles 12, § 1^{er}, et 13, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Art. 39. Dès l'entrée en vigueur des articles 12, § 1^{er}, et 13, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, les missions visées à l'article 2, éventuellement à l'article 27, ainsi que le patrimoine, le personnel, les droits et obligations y afférents seront transférés à l'Office.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Energie pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 249

16. DEZEMBER 1988. — Dekret zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung (1)

Der Wallonische Regionrat hat folgendes angenommen, Und wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Das Regionale Amt für Arbeitsbeschaffung*

Artikel 1. Es wird ein Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung errichtet, das im weiteren Verlauf als das « Amt » bezeichnet wird.

Das Amt ist eine gemeinnützige, rechtsfähige und zu den Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen gehörende Einrichtung, die als solche sämtlichen Bestimmungen des obenerwähnten Gesetzes, die für die Einrichtungen dieser Kategorie Anwendung finden, unterliegt.

KAPITEL II. — *Befugnisse*

Art. 2. Die zur Zeit vom den L.A.A. erfüllten Aufgaben, so wie sie unter Artikel 7, § 1, Buchstaben a, d, e, f und g der Gesetzesverordnung vom 28. Dezember 1944 betreffend die Sozialsicherheit definiert sind, sowie die Erfüllung der dem L.A.A. im Rahmen der von der nationalen Behörde ergriffenen Maßnahmen bezüglich der Vermittlung der Arbeitslosen zugewiesenen Aufgaben werden dem Amt anvertraut.

Im Rahmen ihrer Befugnisse in Sachen Beschäftigung ist die Wallonische Regionalexekutive berechtigt, das Amt mit jeder anderen Maßnahme zu betrauen.

Art. 3. Die Erfüllung der jeweiligen Aufgaben des Amtes hat in Gemäßheit der Prioritäten und Zielsetzungen, die in einem zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und dem Verwaltungsausschuß gemäß Kapitel III abgeschlossenen Vertrag definiert werden, zu erfolgen.

Dieser Vertrag soll für mehrere Jahre gelten und dem Haushaltplan beigefügt werden. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt sein Erstellungsverfahren und seine Ausführungsmodalitäten.

Der Vertrag, dessen Inhalt zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und dem Verwaltungsausschuß verhandelt wird, betrifft insbesondere :

- die groben Zielsetzungen der Vermittlung für die drei kommenden Jahre;
- die zu bewerkstellenden Mittel, um diese zu verwirklichen.

Er soll zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und dem Verwaltungsausschuß spätestens an dem Tag abgeschlossen werden, an dem die Wallonische Regionalexekutive den Haushaltplan des ersten Jahres, das er deckt, genehmigt.

Über seine Ausführung ist ein jährlicher Schätzungsbericht zu führen, der gemeinsam der Wallonischen Regionalexekutive von dem Verwaltungsausschuß und von dem Kommissar der Wallonischen Regionalexekutive vorgelegt wird.

Die Wallonische Regionalexekutive darf dem Amt eine Verwaltungspolitik selbst nur dann zuweisen, wenn der Vertrag nicht verhandelt werden kann.

KAPITEL III. — *Verwaltung*ABSCHNITT I. — *Verwaltungsausschuß*

Art. 4. Das Amt wird durch einen Verwaltungsausschuß verwaltet, der die folgende Zusammensetzung hat :

- 1° ein Vorsitzender;
 - 2° eine gleiche Zahl Vertreter der repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber und Arbeitnehmer.
- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsausschusses wird auf 15 festgelegt.

Art. 5. Die Wallonische Regionalexekutive ernennt den Vorsitzenden.

Dieser muß :

- 1° Belgier sein;
- 2° mindestens dreißig Jahre alt sein;
- 3° von den im Verwaltungsausschuß des Amtes vertretenen Organisationen unabhängig sein;
- 4° keinen Minister, Staatssekretär bzw. kein Mitglied einer Exekutive als Vorgesetzter haben.

Art. 6. Die Wallonische Regionalexekutive ernennt die in Artikel 4, Absatz 1, 2° bezeichneten Mitglieder des Verwaltungsausschusses auf doppelten Kandidatenlisten, die von den repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer vorgelegt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsausschusses müssen Belgier sein und mindestens fünfundzwanzig Jahre alt sein.

Art. 7. Das Mandat des Vorsitzenden und der Mitglieder des Geschäftsführungsausschusses, die die Arbeitgeber und die Arbeitnehmer vertreten, hat eine Dauer von 4 Jahren; es endet auch bei freiwilligem Ausscheiden, bei Ableben, bei Unfähigkeit im Sinne des Zivilgesetzbuches oder wenn die in den vorstehenden Artikeln vorgeschriebenen Voraussetzungen nicht mehr vorliegen.

Solange sie noch nicht ersetzt sind, üben der Vorsitzende und die Mitglieder ihr Mandat nach dessen Ablauf unbeschränkt weiter aus.

Jedes Mitglied, das aus dem Verwaltungsausschuß ausgeschieden ist, wird innerhalb drei Monaten nach dem Ende des Mandats ersetzt; bei Ersatz eines Mitglieds vor dem normalen Ablauf des Mandats vollendet das neue Mitglied das Mandat des Mitglieds, das er ersetzt.

Die Mandate des Vorsitzenden und der Mitglieder des Verwaltungsausschusses dürfen erneuert werden.

(1) *Sitzung 1988-1989.*

Unterlagen des Rates, 59 (SE 1988) Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Protokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Dezember 1988. Besprechung. — Abstimmung.

Art. 8. Sobald nach Inkrafttretung von Artikel 13, § 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung oder Umgestaltung bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen wird die Wallonische Regionalexekutive eine vorläufige Zelle bezeichnen, die damit beauftragt sein wird, das Amt aufgrund eines durch die Wallonische Regionalexekutive streng umschriebenen Mandats zu verwalten, dies solange der Verwaltungsausschuß nicht eingerichtet werden kann.

ABSCHNITT II. — Befugnisse des Verwaltungsausschusses

Art. 9. Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen verfügt der Verwaltungsausschuß über alle Vollmachten, die für die Verwaltung des Amtes notwendig sind.

Art. 10. Der Verwaltungsausschuß darf der Wallonischen Regionalexekutive Vorschläge zur Abänderung der Gesetze, Dekrete oder Erlasse, mit deren Ausführung er beauftragt ist, unterbreiten. Er hat den diesbezüglichen Finanzierungsplan beizufügen. Er darf ihr ebenfalls Gutachten über jeden Dekretentwurf oder jede Abänderung bezüglich der Rechtsvorschriften, die der Ausschuß anzuwenden hat, vorlegen.

Art. 11. Die Wallonische Regionalexekutive legt dem Verwaltungsausschuß jeden Dekret-, Erlaß- bzw. Verordnungsvorentwurf zur Abänderung der Rechtsvorschriften oder Verordnungen, die das Amt ausführen soll oder die den Stellenplan und die Struktur des Amtes betreffen, zur Begutachtung vor.

Der Verwaltungsausschuß gibt ein Gutachten innerhalb eines Monats ab. Auf Antrag der Wallonischen Regionalexekutive darf diese Frist auf zwanzig Tage zurückgebracht werden. Das Gutachten ist nicht mehr erforderlich, wenn es innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht abgegeben wird.

Art. 12. Der Verwaltungsausschuß legt seine Hausordnung fest, die insbesondere bestimmt :

1° die Regeln bezüglich der Einberufung des Verwaltungsausschusses auf Antrag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, oder seines Kommissars, des Vorsitzenden, der mit der Verwaltung der Einrichtung beauftragten Person oder von zwei Mitgliedern;

2° die Regeln bezüglich des Vorsitzes des Verwaltungsausschusses, wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist;

3° die Anwesenheit von wenigstens der Hälfte der Vertreter der Arbeitgeberorganisation und der Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen um rechtsgültig Beratungen abzuhalten, sowie die Abstimmungsmodalitäten innerhalb des Verwaltungsausschusses;

4° die Regeln bezüglich der Wiederherstellung des Gleichgewichts, wenn die Mitglieder, die jeweils die Arbeitgeber bzw. die Arbeitnehmerorganisationen vertreten, nicht in gleichen Zahlen bei der Abstimmung anwesend sind. Im diesen Fall ist (sind) das bzw. die jüngsten Mitglieder der überzähligen Partei verpflichtet, sich der Stimmabgabe zu enthalten;

5° die Festlegung der täglichen Verwaltungsvorgänge;

6° die Bedingungen, unter denen der Verwaltungsausschuß besonders qualifizierte Leute im Hinblick auf die Bearbeitung besonderer Fragen in Anspruch nehmen darf.

Diese Hausordnung muß durch die Wallonische Regionalexekutive ratifiziert werden; sie darf nur unter Einhaltung derselben Verfahrensweise abgeändert werden.

Art. 13. Der Verwaltungsausschuß bezeichnet aus der Mitte der Personalmitglieder des Amtes die Person, die mit dem Geschäftsgang des Ausschusses beauftragt ist, sowie ihren Stellvertreter.

Art. 14. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt die Höhe der Vergütungen und der Anwesenheitsgelder, die dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Verwaltungsausschusses zu gewähren sind. Diese Vergütungen und Anwesenheitsgelder gehen zu Lasten des Amtes.

Art. 15. Auf Antrag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, bezeichnet die Wallonische Regionalexekutive einen Kommissar im Hinblick auf die Ausübung der durch das Gesetz vom 16. März 1954 definierten Befugnisse.

Im Rahmen des Verwaltungsvertrags darf die Wallonische Regionalexekutive anstelle des Verwaltungsausschusses in den folgenden Umständen eintreten :

1° wenn der Ausschuß vergißt, eine Maßnahme zu erlassen oder einen durch die Gesetze, Dekrete bzw. Erlasse, oder einen im Verwaltungsvertrag vorgesehenen Vorgang durchzuführen, darf die Wallonische Regionalexekutive an seiner Stelle eintreten, nachdem sie ihm angeordnet hat, die besagten Maßnahmen zu erlassen oder die notwendigen Vorgänge innerhalb einer Frist durchzuführen, die zwanzig Tage nicht überschreiten darf;

2° wenn der Ausschuß handlungsunfähig ist, weil die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen bzw. Arbeitnehmerorganisationen die festgesetzte Frist nicht einhalten, obwohl sie ordnungsgemäß aufgefordert worden sind, die Kandidatenlisten zwecks Zusammensetzung des Verwaltungsausschusses vorzulegen;

3° wenn der Verwaltungsausschuß trotz ordnungsmäßiger Einberufung wegen der wiederholten Abwesenheit der Mehrheit, entweder der Mitglieder, Vertreter der repräsentativen Arbeitsorganisationen, oder der Mitglieder, Vertreter der Arbeitsorganisationen, handlungsunfähig ist;

4° wenn der Vorsitzende feststellt, daß anlässlich zweier Sitzungen und hinsichtlich desselben Punktes keine Mehrheit bei den Stimmabgaben zustande gekommen ist.

Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt die Einzelbedingungen, unter denen die Wallonische Regionalexekutive die Verwaltungsbefugnisse anstelle der Verwaltungsausschusses in den obenerwähnten Fällen ausübt.

Jeder Beschluß, den die Wallonische Regionalexekutive anstelle des Verwaltungsausschusses faßt, wird dem Wallonischen Regionalrat sofort übermittelt.

ABSCHNITT III. — Tägliche Verwaltung des Amtes

Art. 16. Die Wallonische Regionalexekutive ernennt den Generalverwalter des Amtes sowie den beigeordneten Generalverwalter.

Sie bestimmt ihr Statut.

Art. 17. Der Generalverwalter des Amtes führt die Beschlüsse des Verwaltungsausschusses durch; letzteren teilt er alle Auskünfte und unterbreitet alle Vorschläge, die für den Betrieb des Amtes notwendig sind.

Der Generalverwalter und sein Beigeordneter wohnen den Versammlungen des Verwaltungsausschusses mit beratender Stimme bei.

Der Generalverwalter leitet das Personal und gewährleistet den Betrieb des Amtes unter der Aufsicht und Kontrolle des Verwaltungsausschusses.

Er übt die in der Hausordnung definierten täglichen Verwaltungsbefugnisse aus.

Der Verwaltungsausschuß darf ihm ander bestimmte Befugnisse übertragen.

Um die Abwicklung der Geschäfte zu erleichtern, darf der Verwaltungsausschuß, unter Einhaltung der Grenzen und Bestimmungen, die er festsetzt, den Generalverwalter dazu ermächtigen, einen Teil der ihm anvertrauten Befugnisse sowie die Unterzeichnung bestimmter Unterlagen und Schriftstücke zu übertragen.

Unbeschadet der Anwendung von Artikel 9 und im Rahmen der täglichen Verwaltung vertritt der Generalverwalter das Amt bei den gerichtlichen und außergerichtlichen Vorgängen und handelt rechtsgültig im eigenen Namen und für eigene Rechnung, wobei er einen Beschluß des Verwaltungsausschusses nicht rechtfertigen muß.

Mit dem Einverständnis des Verwaltungsausschusses darf er jedoch seine Befugnis, das Amt vor den ordentlichen Gerichten und vor den Verwaltungsgerichten zu vertreten, einem oder mehreren Personalangehörigen übertragen.

Art. 18. Falls der Generalverwalter verhindert ist, werden seine Befugnisse von dem beigeordneten Generalverwalter ausgeübt. Falls dieser auch verhindert ist, wird ein Personalmitglied des Amtes, das mindestens einen Grad der Stufe 15 in der Verwaltungstabelle innehat, durch den Verwaltungsausschuß bezeichnet, um sein Amt wahrzunehmen.

Art. 19. Kommt zwischen dem Generalverwalter und dem Verwaltungsausschuß ein Streitfall zustande, so bezeichnet letzterer zwei Personen aus seiner Mitte, damit sie gemeinsam die Vorgänge, über die Unstimmigkeit besteht, vornehmen.

KAPITEL IV. — *Das Personal des Amtes*

Art. 20. Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses legt die Wallonische Regionalexekutive den Stellenplan und das Statut des Stammpersonals und der Aushilfskräfte fest.

Das Amt darf Vertragspersonal in Anspruch nehmen.

KAPITEL V. — *Subregionale Ausschüsse und Dienststellen für Arbeitbeschaffung*

Art. 21. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt die Aufgaben und legt die Zahl, das Amtsgebiet, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der subregionalen Ausschüsse für Arbeitbeschaffung fest.

Solange die Wallonische Regionalexekutive dieses Recht nicht angewendet hat, üben die bestehenden subregionalen Ausschüsse für Arbeitbeschaffung ihre Befugnisse beim Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets weiter aus, wenn nötig über die Dauer des laufenden Mandats ihrer Mitglieder hinaus.

Art. 22. Auf lokaler Ebene ist das Amt in subregionalen Dienststellen aufgegliedert, die unmittelbar vom Generalverwalter abhängen.

Auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses bestimmt die Wallonische Regionalexekutive die Zahl und das Amtsgebiet seiner Dienststellen.

KAPITEL VI. — *Finanzierung und Haushaltplan des Amtes*

Art. 23. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltplan der Wallonischen Region ausgewiesenen Haushaltskredite erhält das Amt Subventionen zwecks Erfüllung der in Artikel 2 definierten Aufgaben.

§ 2. Das Amt darf Vermächtnisse und Schenkungen entgegennehmen und alle andere Einnahmen einziehen.

§ 3. Das Amt darf Anleihen nur zur Finanzierung seiner Kapitalausgaben in bezug auf seine Vermittlungsaufgaben und mit der alleinigen Bürgschaft der Wallonischen Region aufnehmen.

Art. 24. Der Haushaltplan des Amtes wird dem Wallonischen Regionalrat in der Anlage zum Haushaltsplanentwurf der Wallonischen Region übermittelt.

Art. 25. Die im Haushaltplan ausgewiesenen Subventionen werden dem Amt in vier dreimonatlichen gleichen Teilbeträgen zur Verfügung gestellt, die dem Amt spätestens am zwanzigsten Tag eines jeden Quartals zu zahlen sind.

Art. 26. Der Restbetrag der im Haushaltplan der Wallonischen Region zugunsten des Landesamtes für Arbeitbeschaffung eingetragenen Kreditmittel wird dem durch das vorliegende Dekret errichteten Amt übertragen, so wie er durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, abgeschätzt wird, sobald dieses Amt mit den in Artikel 2 vorgesehenen Aufgaben beauftragt wird.

KAPITEL VII. — *Verteilung der gemeinschaftlichen Zuständigkeiten*

ABSCHNITT I. — *Organisation*

Art. 27. Das Amt kann durch die Französische Gemeinschaft und/oder die Deutschsprachige Gemeinschaft mit Aufgaben, die zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören, so wie es in Artikel 4, 16^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt wird, beauftragt werden. In diesem Fall wird die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsausschusses auf 21 durch Aufnahme von 6 Mitgliedern gebracht, die durch die Exekutive der Französischen Gemeinschaft auf doppelten Listen von Kandidaten, die durch die repräsentativen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen der Brüsseler Region in Vorschlag gebracht werden, ernannt werden.

Die durch die Französische Gemeinschaft ernannten Mitglieder beteiligen sich an den Arbeiten des Verwaltungsausschusses, dürfen aber keine Stimme über die Angelegenheiten, die zum ausschließlichen Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region gehören, abgeben.

Danach verhandelt der Verwaltungsausschuß gemäß den in oder kraft den Dekreten der Räte der Gemeinschaften festgesetzten Regeln einen Verwaltungsvertrag mit der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und/oder der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Amt wird « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Forem) » genannt (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitbeschaffung).

Art. 28. Soweit das vorliegende Kapitel nicht angewendet wird, unterliegt das Amt bei Anwendung von Artikel 27 den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets weiter.

Art. 29. Bei Anwendung von Artikel 27 darf das Amt in dem Artikel 8 erwähnten Fall und gemäß den dort bestimmten Modalitäten durch eine vorläufige Zelle verwaltet werden, in der die Französischen Gemeinschaft und/oder die Deutschsprachige Gemeinschaft vertreten sind.

Art. 30. Der Verwaltungsausschuß darf der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und/oder der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft Abänderungsvorschläge in bezug auf Gesetze, Dekrete oder Erlasse, die er ausführen muß, unterbreiten. Er hat den diesbezüglichen Finanzierungsplan beizufügen.

Er darf ihnen ebenfalls Gutachten über jeden Dekretentwurf oder jede Abänderung der Rechtsvorschriften, mit deren Durchführung er beauftragt ist, übermitteln.

Art. 31. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterbreitet dem Verwaltungsausschuß zur Begutachtung jeden Dekret-, Erlaß- oder Verordnungsvorentwurf zur Abänderung der Gesetze oder Vorschriften, die das Amt ausführen muß, oder über den Stellenplan und das Statut des Amtes.

Der Verwaltungsausschuß gibt dieses Gutachten innerhalb eines Monats ab.

Auf Antrag einer der Exekutiven kann diese Frist auf zwanzig Tage zurückgebracht werden.

Das Gutachten ist nicht mehr erforderlich, wenn es innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht abgegeben wird.

Art. 32. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft dürfen jeweils einen Kommissar, der damit beauftragt ist, die durch das Gesetz vom 16. März 1954 definierten Befugnisse auszuüben, bei dem Verwaltungsausschuß bezeichnen.

Art. 33. Die Wallonische Regionalexekutive, die Exekutive der Französischen Gemeinschaft und/oder die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft entscheiden gemeinsam über die folgenden Angelegenheiten :

1° die Ernennung des Vorsitzenden, der in Artikel 27, Absatz 3 nicht erwähnten Mitglieder des Verwaltungsausschusses;

2° die Ernennung des Generalverwalters und seines Beigeordneten, sowie die Festlegung ihres Statuts;

3° die Festlegung der Höhe der dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Verwaltungsausschusses zu gewährenden Vergütungen und der Anwesenheitsgelder;

4° die Genehmigung der Hausordnung, in der die Regeln bezüglich der Einberufung des Verwaltungsausschusses auf Antrag des Ministers der Französischen Gemeinschaft bzw. der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, oder seines Kommissars, angegeben werden;

5° auf Vorschlag des Verwaltungsausschusses, die Festlegung der Aufgaben, die Zahl, das Amtsgebiet der subregionalen Ausschüsse und Dienststellen für Arbeitsbeschaffung;

6° Die Festlegung des Stellenplans und des Statuts des Personals des Amtes sowie die Festlegung des Personals, das für die Erfüllung der Aufgaben, die der Region und der/den Gemeinschaft(en) gemein sind, notwendig ist;

7° die Festlegung der Beteiligung einer jeden Körperschaft an den gemeinsamen Ausgaben;

8° die Konzertierung, die vor der Erstellung der mit der Einrichtung abzuschließenden Verwaltungsverträge abgehalten werden muß, sowie die Verhandlung des Vertrags über die gemeinsamen Dienstleistungen und Ausgaben;

9° die Bezeichnung und die Bevollmächtigung des Verwaltungsausschusses und der vorläufigen Zelle, die in Artikel 8 vorgesehen sind.

Sie üben, jede für eigene Rechnung, die Befugnis, eine Vollmacht auf eine andere zu übertragen, in den in Artikel 15 vorgesehenen Fällen und unter den dort festgelegten Bedingungen, und gemeinsam für die gemeinsamen Angelegenheiten und Ausgaben aus.

Art. 34. Jede Exekutive entscheidet allein über Angelegenheiten, die zu ihrem ausschließlichen Zuständigkeitsbereich gehören.

In den Fällen, wo die Exekutiven gemeinsam entscheiden, wird ihr Beschluß in einem Erlaß jeder Exekutive erwähnt.

Jeder Vorschlag seitens des Amtes wird gemeinsam dem Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und dem Minister der Französischen Gemeinschaft und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, unterbreitet.

ABSCHNITT II. — Finanzierung und Haushaltsplan

Art. 35. § 1. Zur Erfüllung der ihm in Anwendung von Artikel 4, 16° des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen anvertrauten Aufgaben darf das Amt Subventionen der Französischen Gemeinschaft und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen der in ihrem Haushaltsplan ausgewiesenen Kreditmittel in Anspruch nehmen.

§ 2. Bei Anwendung von Artikel 27 darf das Amt Anleihen ausschließlich zur Finanzierung der Kapitalausgaben in bezug auf die Berufsbildung und mittels der alleinigen Bürgschaft der Französischen Gemeinschaft und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft aufnehmen.

§ 3. Bei Anwendung von Artikel 27 darf das Amt Anteile oder Aktien einer gemischtwirtschaftlichen Gesellschaft, deren Hauptzweck die Berufsbildung ist, zeichnen oder erwerben.

Art. 36. Die Ausgaben des Amtes werden nach ihrem Zweck entweder als für die Vermittlung bestimmte Ausgaben, oder als für die Berufsbildung bestimmte Ausgaben angerechnet.

Ausgaben, die weder für die eine, noch für die andere bestimmt werden können, werden als gemeinsame Ausgaben betrachtet.

Art. 37. Der Haushaltsplan des Amtes wird dem Rat der Französischen Gemeinschaft in der Anlage zum Haushaltsplanentwurf der Französischen Gemeinschaft, dem Wallonischen Regionalrat in der Anlage zum Haushaltsplanentwurf der Wallonischen Region und/oder dem Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Anlage zum Haushaltsplanentwurf der Deutschsprachigen Gemeinschaft übermittelt.

Der Haushaltsplan gliedert sich aus drei Abschnitten :

— Kosten, die mit der Durchführung der in Artikel 4, 16° des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten verbunden sind, sowie der Anteil der Gemeinkosten, die kraft Artikels 33 zu Lasten des Haushaltsplans der Französischen Gemeinschaft und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft gehen;

— Kosten, die mit der Durchführung der in Artikel 6, § 1, IX, 1° und 2° des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten verbunden sind, sowie der Anteil der Gemeinkosten, die kraft Artikels 33 zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen region gehen;

— Gemeinkosten.

KAPITEL VIII. — *Schlußbestimmungen*

Art. 38. Sobald die Artikel 12, § 1 und 13, § 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung oder Umgestaltung bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen in Kraft treten, finden die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets Anwendung.

Art. 39. Sobald die Artikel 12, § 1 und 13, § 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung oder Umgestaltung bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen in Kraft treten, werden die in Artikel 2, gegebenenfalls in Artikel 27 erwähnten Aufgaben, sowie das Vermögen, das Personal, die diesbezüglichen Rechte und Verpflichtungen auf das Amt übertragen.

Verkünden das vorliegende Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.

Namur, am 16. Dezember 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,
B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,
A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete,
der Beschäftigung und des Regionalen öffentlichen Amtes,

E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen
für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und der Energie für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 249

16 DECEMBER 1988

Dekreet houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling*

Artikel 1. Er wordt een Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling opgericht, hiernavolgend de « Dienst » genaamd.

De Dienst is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid en ingedeeld in de instellingen van de categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, als zodanig onderworpen aan alle bepalingen van voormelde wet toepasselijk op de instellingen van deze categorie.

HOOFDSTUK II. — *Taken*

Art. 2. De taken tegenwoordig uitgevoerd door de R.V.A., zoals zij bepaalt zijn in artikel 7, § 1, litt. 1, litt. a, d, e, f en g van de besluitwet van 28 december 1944 op de sociale zekerheid, evenals de uitvoering van de aan de R.V.A. toegekende taken in het kader van de door de nationale overheid besloten maatregelen betreffende de plaatsing van de werklozen, worden aan de Dienst toegekend.

In het kader van haar bevoegdheden inzake tewerkstelling is de Waalse Gewestexecutieve bevoegd om elke andere taak aan de Dienst toe te kennen.

Art. 3. De uitvoering van de verschillende taken van de Dienst moet plaats hebben overeenkomstig de voorrang en oriëntaties bepaald in een beheercontract verleden tussen de Waalse Gewestexecutieve en het Beheerscomité zoals voorzien in hoofdstuk III.

Dit contract moet meerjarig en bij de begroting gevoegd zijn. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt er de uitwerkingsprocedure en toepassingsmodaliteiten van.

Het contract waarvan de inhoud verhandeld zal zijn tussen de Waalse Gewestexecutieve en het Beheerscomité zal namelijk dragen op :

- de algemene plaatsingsdoeleinden van de drie komende jaren;
- de in werking te stellen middelen om ze te bereiken.

Het moet afgesloten zijn tussen de Waalse Gewestexecutieve en het Beheerscomité ten laatste bij de goedkeuring door de Waalse Gewestexecutieve van de begroting van het eerste jaar dat het omvat.

(1) *Zitting 1988-1989*

Stukken van de Raad, 59 (SE 1988), nrs. 1 tot 6.
Volledig verslag, openbare zitting van 15 december 1988.
Bespreking. — Stemming.

De uitvoering ervan zal het onderwerp zijn van een jaarlijkse ramingsverslag dat tegelijk door het Beheerscomité en de Commissaris van de Waalse Gewestexecutieve aan de Waalse Gewestexecutieve voorgelegd wordt.

Enkel wanneer het kontrakt niet verhandeld kan worden, kan de Waalse Gewestexecutieve zelf een beheersbeleid aan de Dienst toewijzen.

HOOFDSTUK III. — *Beheer*

AFDELING I. — Het Beheerscomité

De Dienst wordt beheerd door een Beheerscomité dat samengesteld is uit :

1° een voorzitter;

2° een gelijk aantal van vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

Het aantal leden van het Beheerscomité is vastgesteld op 15.

Art. 5. De Waalse Gewestexecutieve benoemt de voorzitter.

Deze moet :

1° Belg zijn;

2° ten minste 30 jaar oud zijn;

3° onafhankelijk staan tegenover de organisaties die in het Beheerscomité van de Dienst vertegenwoordigd zijn;

4° niet onder het hiërarchisch gezag van een Minister, een Staatssecretaris of een lid van een Executieve staan.

Art. 6. De Waalse Gewestexecutieve benoemt de in artikel 4, 1e lid, 2° bedoelde leden van het Beheerscomité op dubbeltallen van kandidaten voorgesteld door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

De leden van het Beheerscomité moeten Belg zijn en ten minste vijfentwintig jaar oud zijn.

Art. 7. Het mandaat van de Voorzitter en de leden van het Beheerscomité die de werkgevers en werknemers vertegenwoordigen duurt 4 jaar; het verstrijkt eveneens in geval van vrijwillig ontslag, overlijden, onbekwaamheid in de zin van het Burgerlijk Wetboek of indien er niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden vereist door de vorige artikels.

Op het einde van hun mandaat blijven de voorzitter en de leden het volledig waarnemen zolang er niet in hun vervanging voorzien is.

Binnen de drie maanden die het einde van het mandaat volgen wordt er voorzien in de vervanging van elk lid dat opgehouden heeft van het Beheerscomité deel uit te maken; indien het de vervanging van een lid betreft vóór de normale beëindigingsdatum van het mandaat, voltooit het nieuw lid het mandaat van het lid dat hij vervangt.

De mandaten van de voorzitter en de leden van het Beheerscomité zijn hernieuwbaar.

Art. 8. Bij de inwerkingtreding van artikel 13, § 1, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut zal de Waalse Gewestexecutieve een tijdelijke cel aanwijzen die belast zal zijn met het beheer van de Dienst volgens een door de Waalse Gewestexecutieve strikt bepaald mandaat en dit zolang het Beheerscomité niet zal samengesteld kunnen worden.

AFDELING II. — Bevoegdheid van het Beheerscomité

Art. 9. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, beschikt het Beheerscomité over alle bevoegdheden die tot het beheer van de Dienst nodig zijn.

Art. 10. Het Beheerscomité kan aan de Waalse Gewestexecutieve voorstellen doen tot wijziging van de wetten, dekretten of besluiten waarvan het met de toepassing belast is. Het is gehouden de desbetreffende financieringsplan toe te voegen. Het kan haar ook adviezen geven over alle dekretvoorstellen of over alle amendementen betreffende de wetgeving waarvan het met de toepassing belast is.

Art. 11. De Waalse Gewestexecutieve legt aan het Beheerscomité van de Dienst ter advies voor, elk voorontwerp van dekreet, besluit of reglement tot wijziging van de wetgeving of reglementering waarvan de toepassing toekomt aan de Dienst of betreffende de personeelsformatie en de structuur van de Dienst.

Het Beheerscomité geeft binnen één maand zijn advies. Op verzoek van de Waalse Gewestexecutieve kan deze termijn tot twintig dagen verminderd worden. Het advies wordt niet meer verlengd indien het niet binnen het voorgeschreven termijn gegeven is.

Art. 12. Het Beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast dat onder ander bepaalt :

1° de regels inzake de samenroeping van het Beheerscomité op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort of van zijn commissaris, van de voorzitter, van de persoon belast met het beheer van de instelling of van twee leden;

2° de regels in verband met het voorzitterschap van het Beheerscomité, bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

3° de aanwezigheid van ten minste de helft van de vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties en van de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties ten einde geldig te kunnen beraadslagen, alsmede de regeling van de wijze van stemmen in het Beheerscomité;

4° de regels tot herstel van de pariteit wanneer de leden die respectievelijk de werkgeversorganisaties en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen op het ogeblik van de stemming niet in een gelijk aantal aanwezig zijn. In dit geval, is (of zijn) het (of de) jongste lid (of leden) van de overtallige partij gehouden tot onthouding;

5° welke handelingen van dagelijks beheer zijn;

6° onder welke voorwaarden het Beheerscomité voor het onderzoek van speciale vraagstukken een beroep kan doen op bijzonder bevoegde personen.

Dit huishoudelijk reglement zal door de Waalse Gewestexecutieve moeten goedgekeurd worden; het kan slechts worden gewijzigd mits naleving van dezelfde procedure.

Art. 13. Het Beheerscomité wijst onder de leden van het personeel van de Dienst de persoon aan die belast is met het secretariaat van het Comité, alsmede zijn plaatsvervanger.

Art. 14. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt de vergoedingen en het presentiegeld die aan de voorzitter en de leden van het Beheerscomité worden toegekend. Deze vergoedingen en het presentiegeld zijn ten laste van de Dienst.

Art. 15. Op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort wijst de Waalse Gewestexecutieve een commissaris aan ten einde de door de wet van 16 maart 1954 bepaalde bevoegdheden uit te oefenen.

Binnen de grenzen van het beheerskontraat kan de Waalse Gewestexecutieve zich in de plaats van het Beheerscomité stellen in de volgende omstandigheden :

1^o indien het Comité nalaat een maatregel te nemen of een in de wetten, dekreten of besluiten of in het beheerskontraat voorziene daad te stellen, kan de Waalse Gewestexecutieve zich in zijn plaats stellen nadat zij het bevelen heeft de bedoelde maatregelen te nemen of de nodige daden te stellen binnen een door haar vastgestelde termijn die niet minder dan twintig dagen mag bedragen;

2^o indien het mogelijk is voor het Comité te handelen wanneer de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties de opgelegde termijn niet naleven alhoewel zij regelmatig uitgenodigd zijn lijsten van kandidaten voor de samenstelling van het Beheerscomité voor te stellen;

3^o indien, niettegenstaande een regelmatige oproep, het Beheerscomité in de onmogelijkheid wordt gesteld te werken door de herhaalde afwezigheid van de meerderheid, hetzij van de leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen, hetzij van de leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

4^o indien de voorzitter vaststelt dat na twee zittingen en voor hetzelfde punt geen meerderheid zich heeft kunnen tonen tijdens de stemmingen.

De modaliteiten van waarneming van het beheersbeleid door de Waalse Gewestexecutieve in plaats van het Beheerscomité in de hierbovenvermelde gevallen zullen door de Waalse Gewestexecutieve bepaald worden.

Elke beslissing genomen door de Waalse Gewestexecutieve in plaats van het Beheerscomité wordt onmiddellijk aan de Waalse Gewestraad doorgezonden.

AFDELING III. — Het dagelijks beheer van de Dienst

Art. 16. De Waalse Gewestexecutieve benoemt de administrateur-generaal evenals de adjunct-administrateur-generaal.

Zij bepaalt hun statuut.

Art. 17. De administrateur-generaal van de Dienst voert de beslissingen van het Beheerscomité uit; hij verstrekt het alle inlichtingen en legt alle voorstellen voor die nuttig zijn voor de werking van de Dienst.

De administrateur-generaal en zijn adjunct wonen de vergaderingen van het Beheerscomité bij met raadgevende stem.

De administrateur-generaal leidt het personeel van de Dienst en verzekert de werking van de Dienst onder het gezag en het toezicht van het Beheerscomité.

Hij oefent de door het huishoudelijk reglement bepaalde bevoegdheden van dagelijks beheer uit.

Het Beheerscomité kan hem andere bepaalde bevoegdheden overdragen.

Ten einde de behandeling van de zaken te vergemakkelijken kan het Beheerscomité, binnen de grenzen en voorwaarden die het vaststelt, de administrateur-generaal machtiging geven een deel van de hem toevertrouwde bevoegdheden evenals de ondertekening van sommige stukken en brieven over te dragen.

Onverminderd de toepassing van artikel 9, en binnen de grenzen van het dagelijks beheer, vertegenwoordigt de administrateur-generaal de Dienst in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en handelt rechtsgeldig in zijn naam en voor zijn rekening, zonder dat hij zulks door een beslissing van het Beheerscomité moet staven.

Hij kan nochtans, mits de instemming van het Beheerscomité, zijn bevoegdheid de Dienst te vertegenwoordigen voor de gewone en administratieve gerechten aan één of meerdere leden van het personeel overdragen.

Art. 18. Bij verhindering van de administrateur-generaal worden zijn bevoegdheden door de adjunct-administrateur-generaal uitgeoefend. Indien deze ook verhinderd is zal een lid van het personeel van de Dienst dat titularis is van een graad van ten minste rang 15 in de administratieve schaal door het Beheerscomité aangewezen worden om zijn bevoegdheden uit te oefenen.

Art. 19. In geval van geschil tussen de administrateur-generaal en het Beheerscomité duidt dit twee van zijn leden aan om gezamenlijk de handelingen die het onderwerp zijn van het geschil te verrichten.

HOOFDSTUK IV. — Het personeel van de Dienst

Art. 20. Op voordracht van het Beheerscomité stelt de Waalse Gewestexecutieve het kader en het statuut van het vast en tijdelijk personeel van de Dienst vast.

De Dienst kan beroep doen op kontraktueel personeel.

HOOFDSTUK V. — De subregionale Comités en Diensten voor arbeidsbemiddeling

Art. 21. De Waalse Gewestexecutieve stelt de opdrachten vast en bepaalt het aantal, het gebied, de samenstelling en de werking van de subregionale Comités voor arbeidsbemiddeling.

Zolang de Waalse Gewestexecutieve dit recht niet gebruikt heeft, blijven de bestaande subregionale Comités voor arbeidsbemiddeling hun prerogatieven uitoefenen, in voorkomend geval verder dan het lopend mandaat van hun leden, bij de inkrachttrading van dit dekreet.

Art. 22. Op plaatselijk niveau is de Dienst in subregionale diensten ingericht die rechtstreeks van de administrateur-generaal afhangen.

HOOFDSTUK VI. — De financiering en de begroting van de Dienst

Art. 23. § 1. De Dienst ontvangt toelagen voor het uitvoeren van de in artikel 2 bepaalde taken binnen de grenzen van de tot dit doel in de begroting van het Waalse Gewest ingeschreven kredieten.

§ 2. De Dienst kan legaten en schenkingen ontvangen en alle andere inningen heffen.

§ 3. De Dienst kan leningen aangaan uitsluitend om kapitaaluitgaven te financieren betreffende zijn plaatsingsopdracht en mits de enige waarborg van het Waalse Gewest.

Art. 24. De begroting van de Dienst wordt overgemaakt aan de Waalse Gewestraad als toelichting op het voorstel van begroting van het Waalse Gewest.

Art. 25. De in de begroting ingeschreven toelagen worden ter beschikking van de Dienst gesteld in vier driemaandelijke schijven van een gelijk bedrag aan de Dienst te betalen ten laatste op de twintigste dag van ieder kwartaal.

Art. 26. Het saldo van de ten bate van de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling ingeschreven kredieten in de begroting van het Waalse Gewest wordt overgedragen, zoals het geraamd is door de Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort, aan de bij dit dekreet opgerichte Dienst, zodra deze met de in artikel 2 voorziene taken belast zal zijn.

HOOFDSTUK VII. — *De toekenning van de gemeenschappelijke bevoegdheden**Afdeling I. — Organisatie*

Art. 27. De Dienst kan door de Franse Gemeenschap en/of de Duitstalige Gemeenschap belast worden met taken behorende tot hun bevoegdheid, zoals deze bepaald is in artikel 4, 16° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. In dit geval wordt het aantal leden van het Beheerscomité op 21 gebracht bij toevoeging van 6 leden benoemd door de Executieven van de Franse Gemeenschap op dubbelvallen van kandidaten voorgesteld door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties van het Brussels Gewest.

De door de Franse Gemeenschap benoemde leden nemen deel aan de werken van het Beheerscomité maar stemmen niet voor de aangelegenheden die tot de uitsluitende bevoegdheden van het Waalse Gewest behoren.

Dan onderhandelt het Beheerscomité met de Executieve van de Franse Gemeenschap en/of de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap een beheerskontraat overeenkomstig de regels bepaald door de dekreten van de gemeenschapsraden of krachtens deze.

De Dienst draagt de naam van Gemeenschappelijke en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM).

Art. 28. Bij toepassing van artikel 27 blijft de Dienst onderworpen aan de bepalingen van dit dekreet onder voorbehoud van de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 29. Bij toepassing van artikel 27 zal de Dienst, in het geval en volgens de in artikel 8 bedoelde modaliteiten, beheerd kunnen worden door een tijdelijke cel waarin de Franse Gemeenschap en/of Duitstalige Gemeenschap zullen vertegenwoordigd worden.

Art. 30. Het Beheerscomité kan aan de Executieven van de Franse Gemeenschap en/of aan de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap voorstellen doen tot wijziging van de wetten, dekreten of besluiten waarvan het met de toepassing belast is. Het is gehouden het desbetreffend financieringsplan er bij te voegen.

Het kan hen ook adviezen doen toekomen over alle dekretvoorstellen of alle amendementen betreffende de wetgeving met de toepassing waarvan het belast is.

Art. 31. De Executieve van de Franse Gemeenschap en/of van de Duitstalige Gemeenschap legt aan het Beheerscomité ter advies voor, elk voorontwerp van dekreet of reglement tot wijziging van de wetgeving of van de reglementering met de toepassing waarvan de Dienst belast is of betreffende de personeelsformatie en de structuur van de Dienst.

Het Beheerscomité geeft binnen één maand zijn advies.

Op aanvraag van één der Executieven kan deze termijn tot 20 dagen verminderd worden.

Het advies wordt niet meer verlangd indien het niet binnen het voorgeschreven termijn gegeven is.

Art. 32. De Executieve van de Franse Gemeenschap en/of de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap kunnen elk één commissaris bij het Beheerscomité benoemen, die belast is met de uitvoering van de bij de wet van 16 maart 1954 bepaalde bevoegdheden.

Art. 33. De Waalse Gewestexecutieve, de Executieve van de Franse Gemeenschap en/of de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap beslissen samen over de volgende aangelegenheden :

1° de benoeming van de voorzitter en de in artikel 27, 3e lid niet bedoelde leden van het Beheerscomité;

2° de benoeming van de administrateur-generaal en van zijn adjunct, alsmede de vaststelling van hun statuut;

3° de vaststelling van de aan de voorzitter en leden van het Beheerscomité toe te kennen vergoedingen en presentiegeld;

4° de goedkeuring van het huishoudelijk reglement dat de regels bevat betreffende de samenroeping van het Beheerscomité op verzoek van de Minister van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort of van zijn commissaris;

5° op voorstel van het Beheerscomité, de bepaling van de bevoegdheden, het aantal, het gebied van de Subregionale Comités en Diensten voor Arbeidsbemiddeling;

6° de vaststelling van het kader en van het statuut van het personeel van de Dienst alsmede de vaststelling van het personeel nodig voor de uitvoering van taken die gemeen zijn aan het Gewest en de Gemeenschap(en);

7° de vaststelling van het gedeelte van iedere partij in de collectieve uitgaven;

8° de raadpleging voorafgaande het opmaken van beheerskontraaten aan te gaan met de instelling alsmede de behandeling van het kontraat betreffende de gezamenlijke diensten en uitgaven;

9° de aanwijzing en het mandaat te begeben aan het Beheerscomité en aan de tijdelijke cel voorzien in artikel 8.

Zij maken gebruik, elk voor zijn rekening, van de bevoegdheid een volmacht aan een andere over te dragen in de bij artikel 15 voorziene gevallen en voorwaarden, en gezamenlijk voor de collectieve aangelegenheden en uitgaven.

Art. 34. Elke Executieve beslist alleen over de aangelegenheden die tot zijn uitsluitende bevoegdheden behoren.

In de gevallen waarover de Executieven gezamenlijk beslissen, geeft hun beslissing aanleiding tot een besluit dat genomen wordt door iedere Executieve.

Elk voorstel uitgaande van de Dienst wordt gezamenlijk voorgelegd aan de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort en aan de Minister van de Franse Gemeenschap en/of van de Duitstalige Gemeenschap tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort.

Afdeling II. — Financiering en begroting

Art. 35. § 1. Voor de uitvoering van de krachtens artikel 4, 16° van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen hem toegekende bevoegdheden zal de Dienst van toelagen van de Franse Gemeenschap en/of van de Duitstalige Gemeenschap kunnen genieten binnen de grenzen van de daartoe in hun begroting ingeschreven kredieten.

§ 2. Bij toepassing van artikel 27 kan de Dienst leningen aangaan uitsluitend om kapitaaluitgaven betreffende de beroepsopleiding te financieren en mits de enkele waarborg van de Franse Gemeenschap en/of van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. Bij toepassing van artikel 27 kan de Dienst op aandelen inschrijven of aandelen aankopen die uitgegeven zijn door een maatschappij met een gemengde huishouding waarvan het hoofdzakelijk maatschappelijk doel de beroepsopleiding is.

Art. 36. De uitgaven van de Dienst worden volgens hun aard aangetekend hetzij als uitgaven bestemd voor de plaatsing, hetzij als uitgaven bestemd voor de beroepsopleiding.

De uitgaven die noch voor het een noch voor het ander kunnen worden bestemd worden aanzien als gezamenlijke uitgaven.

Art. 37. De begroting van de Dienst wordt overgemaakt aan de Raad van de Franse Gemeenschap als toelichting op het voorstel van de begroting van de Franse Gemeenschap, aan de Waalse Gewestraad als toelichting op het voorstel van de begroting van het Waalse Gewest en/of aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap als toelichting op het voorstel van de begroting van de Duitstalige Gemeenschap.

De begroting van de Dienst wordt in drie luiken gesplitst :

— onkosten verbonden aan de toepassing van de in artikel 4, 18^o, van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalde aangelegenheden, alsmede het gedeelte van de gezamenlijke onkosten ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap en/of van de Duitstalige Gemeenschap krachtens artikel 33;

— onkosten verbonden aan de toepassing van de in artikel 6, § 1, IX, 1^o en 2^o, van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalde aangelegenheden, alsmede het gedeelte van de gezamenlijke onkosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest krachtens artikel 33;

— gezamenlijke onkosten.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 38. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing vanaf de inkrachttreding van de artikelen 12, § 1 en 13, § 1, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 39. Bij de inkrachttreding van de artikelen 12, § 1 en 13, § 1, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut zullen de in artikel 2, eventueel in artikel 27, bedoelde taken, alsmede het vermogen, het personeel, de eraan verbonden rechten en verplichtingen aan de Dienst overgedragen worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie en de K.M.O.'s,
B. ANSELME

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Gesubsidieerde Werken en het Water voor het Waalse Gewest,
A. COOLS

De Minister voor de Begroting, de Financiën en de Huisvesting voor het Waalse Gewest,
A. DALEM

De Minister voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden,
de Tewerkstelling en het Gewestelijk Openbaar Ambt,
E. HISMANS

De Minister voor de Ruimtelijke Ordening, de Nieuwe Technologiën
en de Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,
A. LIENARD

De Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Energie voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 250

21 DECEMBER 1988. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot wijziging van het besluit van de Regent van 13 december 1945 houdende uitvoering van de besluitwet van 14 april 1945, betreffende het toekennen van leningen tegen lage rente aan de mijnwerkers, met het oog op de aankoop of het bouwen van een woning of van woonvertrekken

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IV;

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971, inzonderheid op de artikelen 57, 57bis, 58, 59 en 60, gewijzigd of ingevoegd bij het decreet van 30 november 1988;

Gelet op het besluit van de Regent van 13 december 1945, houdende uitvoering van de besluitwet van 14 april 1945, betreffende het toekennen van leningen tegen lage rente aan de mijnwerkers, met het oog op de aankoop of het bouwen van een woning of van woonvertrekken, gewijzigd bij het besluit van de Regent van